

« Nous devons donner à tous les moyens de pouvoir vivre ses vacances en France »

Par , le 15/7/2020 à 04h19

Un comité interministériel du tourisme a dévoilé le 14 mai un plan d'aide de 18 milliards d'euros au secteur touristique, sur le versant de l'offre, tandis qu'un Plan « Vacances apprenantes et Tourisme Solidaire » venait compléter le dispositif pour renforcer la demande. Des organisations s'engagent pour réussir cette transformation et nous proposent leur réflexion dans cette tribune avec de nombreuses signataires (1).



Le plan d'aide au secteur du tourisme est à saluer, il met l'accent et des moyens exceptionnels pour permettre à 250 000 jeunes issus de quartiers prioritaires de la ville et de zones rurales de partir, et prévoit un « chèque tourisme exceptionnel » de 300 € pour 200 000 familles aux revenus modestes qui ne bénéficient pas des aides des caisses d'allocations familiales (CAF), ainsi que pour des agents hospitaliers et médico-sociaux. Mais face à la montée des inégalités, soulignées par la crise, il risque de rester insuffisant.

? À LIRE. La guerre touristique de l'été est déclarée

Le « corps social est épuisé », selon l'expression d'un responsable de l'ANDRH, et nous connaissons tous les profondes inégalités d'accès au départ en vacances.

Le gouvernement privilégie comme hypothèse raisonnable que les Français puissent partir en France en juillet et en août. 75 % des départs en année régulière se font déjà dans notre pays, mais pour soutenir le tourisme tricolore face à la désaffection attendue de près de 10 millions d'étrangers, il faut soutenir et renforcer la demande.

Chaque année, 23 millions de Français ne peuvent partir en vacances, et environ 6 millions de nos compatriotes envisagent cette année de renoncer aux vacances suite à la crise du covid 19. Nous ne pouvons accepter cela.

? ANALYSE. Cet été, colos et camps scouts vont prendre tout leur sens

Pour réussir le double défi de soutenir l'économie touristique dans notre pays (2 millions d'emplois) et le besoin de répit des Français, les incitations doivent être multiples, pour tenir compte en cette année exceptionnelle des besoins particuliers et pour franchir une étape décisive dans la lente démocratisation, inachevée, voire en recul, de l'accès aux vacances pour tous.

Le temps des vacances est un temps de réparation des corps et des esprits face aux effets délétères de la crise sanitaire. Pour ces mamans seules, qui ont vécu enfermées avec leurs enfants (plus d'un million de femmes et deux millions d'enfants), pour les familles qui ont vécu dans des logements exigus, et tous ceux qui ont vécu le confinement isolés (jeunes dans les banlieues, personnes âgées isolées, handicapées...), quel que soit leur statut (précaires, salariés à temps partiel, chômeurs), ou encore ceux qui, malgré le concours du chômage partiel, ont perdu jusqu'à 500 € ces derniers mois, le départ en vacances est plus qu'un droit : une nécessité.

Les organisations signataires, membres du Pacte du Pouvoir de Vivre, souhaitent qu'un dispositif de grande ampleur, s'appuyant sur l'Agence nationale des chèques vacances (ANCV) confortée et renforcée dans son modèle vertueux, relaie et coordonne les propositions qui émanent des pouvoirs publics régionaux et départementaux, pour aider à réduire les inégalités d'accès aux vacances (83% des CSP +, contre 37% des personnes ayant des revenus inférieurs à 1 200 €).

A court terme, il faut affecter des moyens pour coordonner les actions en cours sur

tous les territoires, la mobilisation de tous les acteurs des CAF, CSE, militants de l'éducation populaire, de l'éducation nationale et des organisations caritatives engagées dans l'accompagnement des plus fragiles.

? **LES FAITS.** Jean-Michel Blanquer lance les « vacances apprenantes » pour un million d'enfants

A moyen terme, les organisations signataires considèrent qu'il est urgent d'organiser des états généraux du tourisme et de l'accès aux vacances pour tous, afin de construire la transformation écologique, responsable, durable et sociale de ce secteur d'activité.

Il est nécessaire de :

? Donner à chacun.e le pouvoir de vivre ses vacances.

? Remettre l'exigence de justice sociale au cœur de l'économie touristique et préparer l'avenir du tourisme et de l'accès aux vacances dans le cadre d'une transformation écologique, responsable et durable.

? Partager le pouvoir, dans tous les lieux de décisions de cette transformation de l'économie touristique du territoire

Nos organisations s'engagent pour réussir cette transformation.

(1) Les signataires

Yves Blein, président, *Fédération Léo-Lagrange*

Tariq Touharia, président, *Fédération des centres sociaux*

Joël Roman, président, *Ligue de l'enseignement*

Véronique Fayet présidente du *Secours catholique*

Alain Villez, président, *Petits Frères des Pauvres*

Michèle Demessine , présidente, *Unat*

Dominique Macaire, président, *Vacances et Familles*

Patrick Kanner, président de *Vacances Ouvertes*

Dominique Gillot, présidente *PEP*

Général Jean François Maruszczak, directeur *Emmaüs*

Jacques Durand, président, *JPA*

Philippe Jahshan, président, *Mouvement Associatif*

Anne-Marie Harster, présidente, *Solidarité Laïque*

Alain Rochon, président, *APF France Handicap*

Thierry Cadart, secrétaire national, *CFDT*

Philippe Merieux, président, *CEMEA*

Francis Rol Tanguy, président, *Les Petits débrouillards*

Frédéric Pairaul, président, *Cnajep*

Florent Gueguen, directeur, *Fédération des Acteurs de La Solidarité*

Baudoin de Pontcharra, président *Solidarités Nouvelles par le logement*

Orlane Francois, *Fage*

Philippe Wypych, coordinateur national de *Vacances, ensemble faisons vivre la solidarité*